



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet du JURA

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté*

Installations Classées pour la
Protection de l'Environnement

Carrière de MIREBEL

Unité territoriale du Jura

SARL BONNEFOY BETON CARRIERES
INDUSTRIE (B.B.C.I)
25660 SAONE

Le Préfet,

*Arrêté préfectoral de refus
n° AP-2011-31 -DREAL*

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre 1er du Livre V ainsi que le titre 1er du Livre II ;
- VU la loi n° 93.24 du 08 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques ;
- VU la loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 929 du 14 juin 1999 approuvant le Schéma Départemental des Carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 578 du 18 avril 2005 mettant à jour le Schéma Départemental des Carrières ;
- VU la demande en date du 19 mai 2009 de la SARL BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE, dont le siège social est 25660 SAONE, à l'effet d'être autorisée à exploiter une carrière de roches massives à ciel ouvert et une installation de concassage - criblage, sur une superficie totale de 16 ha 57 a 13 ca - au lieudit « Champs Mélin » sur la commune de MIREBEL ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1128 en date du 07 septembre 2009 prescrivant le déroulement d'une enquête publique du 21 octobre 2009 au 20 novembre 2009 inclus ;
- VU le registre d'enquête publique, les conclusions et l'avis du Commissaire Enquêteur en date du 23 décembre 2009 ;
- VU les avis émis par les Conseils Municipaux de BONNEFONTAINE, CRANCOT, VERGES, CHATILLON et VEVY ;
- VU l'avis favorable de Conseil Municipal de MIREBEL ;
- VU l'absence d'avis de BAUME LES MESSIEURS, GRANGES SUR BAUME, LA MARRE et MARIGNY ;
- VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

CONSIDÉRANT que le projet ne justifie pas quantitativement l'adéquation des matériaux que compte produire le pétitionnaire avec les exigences en matière de consommation en terme de marché local et qualitativement la non adéquation des carrières de proximité pouvant fournir des matériaux spécifiques pour l'utilisation pour la fabrication des bétons ou des enrobés, en référence au paragraphe 5.2.1 du Schéma Départemental des Carrières du Jura relatif aux conditions d'implantation de nouvelles carrières permettant d'éviter la multiplication des carrières : mitage.

CONSIDÉRANT de ce fait que la conformité au Schéma Départemental des Carrières du Jura, dans son volet « orientations prioritaires et objectifs à atteindre » prévue à l'article R.515-2 du Code de l'Environnement, concernant l'implantation de nouvelles carrières, n'a pas été établie par le pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.515-3 du Code de l'Environnement, l'autorisation d'exploiter une carrière doit être compatible avec le Schéma Départemental des Carrières du Jura, ce qui, compte tenu de ce qui précède, n'est pas le cas en tout point ;

- VU l'avis et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté en date du 23 mars 2011 ;

L'Exploitant entendu et consulté ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du département du JURA ;

ARRÊTE,

ARTICLE 1.

La demande d'autorisation d'exploiter une carrière de roches massives à ciel ouvert sur le territoire de la commune de MIREBEL, déposée par la SARL BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE dont le siège social est 14 rue de l'Industrie à SAONE (25660), est refusée.

ARTICLE 2. - DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée.

ARTICLE 3. - PUBLICITÉ ET NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la SARL BONNEFOY BETON CARRIERES INDUSTRIE, 14 rue de l'Industrie à SAONE (25660).

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en Mairie de MIREBEL par les soins du Maire pendant un mois.

ARTICLE 4. - EXÉCUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura, Madame le Maire de MIREBEL ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée à :

- Messieurs les Maires des communes de BAUME LES MESSIEURS, BONNEFONTAINE, CHATILLON, CRANCOT, GRANGES SUR BAUME, LA MARRE, MARGNY, MIREBEL, VERGES et VEVY,
- Monsieur le Président du Conseil Général,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Monsieur le Directeur de l'Institut National des Appellations d'Origine,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté à BESANCON
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté – Unité Territoriale du JURA.

Fait à LONS-LE-SAUNIER, le **25 AOUT 2011**
Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général

Jean-Marie WILHELM

